

**Décembre
2025**



Dans ce numéro :

P1. Faire des économies,
...sur le dos des agents.

P2. Etp 2026 la grande
manipulation comptable

P3. Polyvalence, le rêve
managérial...

P4. Arbre de Noël



**NE RESTEZ
PAS ISOLÉS !**

Le QR code de notre site



Un syndicat n'est rien
sans ses adhérents,
syndiquez-vous à la
CGT Finances
Publiques

L'Etincelle

FAIRE DES ÉCONOMIES

... SUR LE DOS DES AGENTS

La CGT a interpellé la direction avec une lettre ouverte claire et argumentée, posant des questions simples auxquelles les agents attendaient des réponses précises.

Au lieu de répondre, le directeur a publié une FAQ.

Une FAQ technique et procédurale : comment remplir un OM, faire une capture Mappy, appliquer un barème... mais qui évite soigneusement le cœur du problème : la décision.

Malgré la mobilisation massive contre la note FDD, malgré une pétition signée dans tous les services, malgré l'incompréhension et la colère des agents, la direction a reconnu la mobilisation... mais refuse de retirer la note.

Pas de remise en question, pas de prise en compte, pas de réponse aux demandes légitimes.

Une FAQ ne remplace pas un dialogue. Une FAQ ne répond pas au droit. Une FAQ ne corrige pas une décision injuste.

La CGT a rappelé un principe fondamental : Une note locale ne peut ni modifier un décret, ni créer une nouvelle règle, ni restreindre un droit existant.

Pourtant, ce rappel juridique incontestable n'a pas été entendu.

Le choix est assumé : maintenir coûte que coûte une note contestée, plutôt que de reconnaître ses effets et d'apaiser les tensions.

Qu'y a-t-il pour les agents du 91 ? Aucun retrait de la note, aucun geste local, aucune reconnaissance.

Nous conseillons cependant à tous ceux qui ont eu des frais rejetés de les redéposer au barème SNCF.

Une fois de plus, ce sont les agents qui trinquent.

Ils donnent tout, et la direction leur répond par des économies... mais seulement quand il s'agit de leurs droits. Nous avons déjà beaucoup perdu avec le gel du point d'indice, la direction décide ne nous faire encore les poches.

Un service public ne se dirige pas avec des FAQ. Il se dirige avec du courage, des décisions et du respect. Et sur les FDD, la DDFIP 91 a manqué les trois.

Et la CGT dans tout ça ?

Les agents peuvent compter sur nous :

- ✓ Nous continuons le combat, et rien ne nous fera reculer.
- ✓ Nous analysons chaque document, chaque décision, pour identifier toutes les failles et faire respecter vos droits là où il le faudra.
- ✓ Nous utiliserons tous les moyens à notre disposition pour que la direction entende ses agents et rectifie ses décisions, sans jamais laisser passer l'injustice.

Parce que les agents ne sont pas des chiffres.

Parce que le service public n'est pas une question d'économies à tout prix.

Parce que la CGT est là, pour vous, avec vous, et à vos côtés.

**La section CGT Finances Publiques de l'Essonne
vous souhaite de bonnes fêtes de fin d'année.**

ETP 2026 : la grande manipulation comptable de la DGFIP

Lors du CSAL du 5 décembre, la direction a présenté sa réforme ETP 2026 (Équivalent Temps Plein) avec son habituel discours tout prêt : « C'est uniquement une évolution méthodologique », « Il n'y aura aucun impact sur les créations ou les suppressions de postes », « rien ne change pour les agents ».

Le message est clair, la DGFIP tente de nous faire avaler ces éléments de langage copiés-collés comme si de rien n'était. Mais la réalité est toute autre.

La réforme ETP 2026 n'est pas un simple ajustement technique. C'est une réécriture silencieuse de la manière de compter les agents, les postes... et donc les suppressions.

C'est un outil pour maquiller la réalité, diluer les manques, et préparer des réorganisations sans prévenir.



Avant 2026 : le terrain était visible

Jusqu'ici, le comptage des effectifs reposait sur le TAGERFIP, notre tableau de référence des emplois : chaque agent = 1 poste, quelle que soit la quotité de travail.

Un temps partiel, un congé longue maladie, un mi-temps thérapeutique, un congé maternité : l'agent occupait quand même un poste, même si sa quotité réelle était inférieure.

Conséquence : si un service prévu pour 12 agents n'en comptait plus que 9, le sous-effectif sautait aux yeux.

La DG ne pouvait pas le cacher : le poste était vacant.

Les directions locales pouvaient toujours dire que « tout va bien », les données les contredisaient.

Après 2026 : la grande dilution

Désormais, la DG bascule vers un système intégralement en ETP, c'est-à-dire en « force de travail disponible » : 100 % = 1 ETP, 80 % = 0,8 ETP, 50 % = 0,5 ETP, mi-temps thérapeutique = 0,5 ETP, congés longs et quotités réduites = fraction d'ETP

Les agents deviennent des décimales dans un tableau.

La conséquence est immédiate :

- Hier : 3 agents = 3 postes
- Demain : les mêmes 3 agents = 2,4 ETP

→ Hier : 12 agents = 12 postes

→ Demain : les mêmes 12 agents (avec temps partiels, congés longs, restrictions médicales) = 9 ou 10 ETP

Ce changement permet à la DGFIP de dire qu'un service est « complet » alors qu'il manque des gens tous les jours dans la réalité.

Les missions restent calibrées pour 12 agents, mais la direction affiche 9 « ETP » et considère que tout va bien :

Le manque réel n'a pas disparu, il a été dilué.

Qui décide ? Qui calcule ?

La direction parle d'une « méthode objective fondée sur la force de travail ».

En réalité, aucun tableau de calcul n'a été communiqué, aucune règle de conversion n'a été donnée aux agents, aucun indicateur de charge n'a été publié, aucune méthodologie n'a été présentée aux organisations syndicales.

Résultat : 3 agents deviennent 2,4 ETP, 12 agents deviennent 9,6 ETP, et un temps partiel « compte moins » sans qu'aucune règle ne soit transparente.

C'est un pouvoir énorme, entièrement dans les mains de la direction locale. Sans contrôle. Sans garde-fous.

ETP = danger : la mobilité forcée devient la norme

Avec ce système, un agent n'est plus un professionnel reconnu pour sa matière, c'est une fraction mobile.

La direction peut redéployer des collègues d'un SIP vers un SIE, d'un SPF vers le contrôle, ou de n'importe où vers n'importe où... sans lien avec leur cœur de métier, au seul prétexte d'un « besoin » exprimé en décimales.

Et comme si cela suffisait, la direction nous a « rassuré » : « les règles de mutation seront bien sûr prises en compte. », traduction :

- ✓ on respecte les règles... sauf quand on ne les respecte plus,
- ✓ on vous déplace « en respectant la procédure » mais pas forcément dans votre matière,
- ✓ l'ETP devient la justification automatique pour bouger n'importe qui, n'importe où.

La mobilité contrainte, masquée derrière des fractions, devient un mode de gestion.

Le vrai objectif : effacer les suppressions

La réforme n'apporte pas un seul emploi supplémentaire.

Elle sert uniquement à :

- masquer les sous-effectifs massifs,
- rendre invisibles les postes vacants (puisque un poste n'existera plus, seul l'ETP comptera),
- fabriquer des « surnombres » artificiels,

- préparer de futures réorganisations en toute discrétion.

La DGFIP peut réduire la masse salariale sans jamais dire qu'elle supprime des postes.

Elle se contente d'annoncer que « les besoins sont couverts en ETP ».

La position de la CGT :

Les agents ne sont pas des fractions ni des variables d'ajustement.

La CGT exige :

- ✓ des recrutements réels et massifs, pas des astuces comptables,

- ✓ une gestion fondée sur le travail réel, pas sur des ratios opaques,

- ✓ la transparence complète des méthodes de calcul

- ✓ l'arrêt immédiat de la dilution des effectifs et de la disparition des postes.

Parce qu'on ne gère pas des êtres humains avec des décimales. Parce qu'un tableau Excel ne remplacera jamais la réalité du terrain.

LES AGENTS SONT LE SERVICE PUBLIC. LES AGENTS NE SONT PAS DES ETP,

Polyvalence : le rêve managérial, l'escroquerie qui broie les agents

Ne vous y trompez pas : le SIP de demain concernera tout le monde, tous les services, tôt ou tard.

Dans la DDFIP 91, la direction a trouvé son mantra, son dogme, son alibi : la polyvalence.

Un mot magique censé tout justifier, tout arranger, tout cacher.

Une formule qu'on brandit comme un miracle... alors qu'elle ne sert qu'à masquer une seule réalité : le manque d'effectifs organisé et assumé.

Soyons clairs : Le « SIP de demain », vendu comme une évolution locale, n'est qu'un prototype. Demain, tous les services seront alignés sur ce modèle.

Un décor en carton. Une rustine managériale sur un service public en train de s'effondrer.

Un artifice pour faire oublier que les services explosent, que les files d'attente s'allongent, que les agents s'épuisent, que le public s'agace.

Et quand les agents des autres services pensent être à l'abri, qu'ils ne se trompent pas : la généralisation est déjà dans les cartons.

Et tout cela pour quoi ?

Pour faire des économies sur le dos des agents et affaiblir le service public.

Parce que la politique menée au sommet de l'État, libérale et capitaliste, impose toujours plus de résultats avec moins de moyens.

Un rêve digne des Bernard Arnault et consorts : un service public rabougri, une société formatée pour les privilégiés, où tout est réduit à la rentabilité et à la productivité, au détriment des citoyens et des agents.

La polyvalence, c'est le fantasme ultime des dirigeants :

- moins de postes
- moins de métiers
- moins de compétences
- moins de moyens

Et surtout, un agent qui fera le travail de deux... puis demain, celui d'un SIP de demain standardisé et imposé à tous.

Tout cela sans revalorisation, sans prime, sans reconnaissance.

L'exploitation version PowerPoint. la modernité façon « débrouillez-vous ». Et qu'on ne s'y trompe pas, cette logique est parfaitement alignée avec celle du privé.

Rentabilité, productivité, compression, uniformisation...

Pour le reste de la population, le service public reste une chance, un droit, une nécessité dans une société juste et solidaire.

Mais la DDFIP 91 a choisi : le démantèlement.

Pendant qu'on impose aux agents de faire le métier du voisin, puis celui du collègue absent, puis celui du service d'à côté...

La direction, elle, ne se remet jamais en question.

Elle commande. Elle exige. Elle empile. Elle impose. Toujours du haut vers le bas.

Alors chiche :

Que le directeur du pôle métier fasse le boulot du directeur des ressources humaines.

Que le directeur adjoint du pôle gestion fiscale fasse celui du directeur adjoint du pôle gestion publique.

Qu'ils montrent comment on fusionne les métiers.

Sans compensation. Sans prime. Sans revalorisation.

Comme nous.

Mais évidemment, on ne le verra jamais.

Par contre, demander à un C de faire le travail d'un B, à un B celui d'un A, avec les mêmes grilles indiciaires, ça, la DDFIP 91 sait faire. Très bien même.

Soyons clairs, une bonne fois pour toutes :

➔ Polyvalence = économies déguisées

➔ Polyvalence = rationalisation à marche forcée

➔ Polyvalence = destruction des compétences

➔ Polyvalence = effondrement du service public

Et qu'on cesse de nous mentir, la polyvalence version direction, c'est l'arme de destruction massive des métiers.

Faire plus. Avec moins. Pour rien.

Alors oui, il est temps d'être cohérents : la polyvalence doit commencer PAR LA DIRECTION.

Qu'ils montrent l'exemple. Qu'ils prennent leur part. Qu'ils assument, pour une fois.

Nous verrons alors à quelle vitesse leur « rêve managérial » s'évapore.

En attendant, nous continuerons de le dire, de l'écrire, de le dénoncer et de le combattre, nous ne laisserons pas le service public être sacrifié sur l'autel de la polyvalence.

Et s'ils comptaient sur notre silence, ils se sont trompés d'adresse. On sera là, explosifs, déterminés, ingérables.

Et si certains doutent encore que la polyvalence n'est pas un « risque » mais une stratégie déjà écrite noir sur blanc, il suffit de relire les documents officiels sur la création du Centre de Gestion Financière (CGF).

La direction ne s'en cache même plus : « Le CGF impliquera une plus grande polyvalence des agents. La cible étant que, au sein de chaque pôle, les agents puissent maîtriser l'ensemble des tâches jusqu'alors gérées par chaque service. »

Voilà. C'est écrit. C'est assumé. C'est leur modèle. Peu importe les métiers, les compétences, les spécialisations : un pôle = tout faire. Et demain : tous les pôles = tout faire partout.

On vous promet une « période transitoire », quelques jours de formation express (7 ou 8 jours pour assimiler des années de pratiques), et hop, polyvalence installée.

La direction appelle ça « modernisation ».

Nous, on appelle ça la destruction programmée des métiers.

On vous vend aussi des locaux « lumineux et climatisés », du mobilier neuf.

Comme si un bureau repeint pouvait compenser :

✓ la perte des expertises,

✓ la surcharge,

✓ la disparition des repères,

✓ et l'obligation de maîtriser demain des tâches issues de trois services différents.

Le CGF, c'est exactement le monde rêvé par la direction.

Des agents interchangeable, polyvalents par défaut, des économies discrètes mais massives... et une qualité de service qui s'effondre.

Ne nous trompons pas : ce qui se prépare là est exactement le même mécanisme que celui du SIP de demain.

Une expérimentation locale aujourd'hui. Un modèle généralisé demain.

Arbre de Noël : une victoire pour les agents...

Cette année encore, le débat au CDAS sur l'Arbre de Noël de la DGFIP 91 n'a pas été un long fleuve tranquille. Sans l'intervention directe et insistante de la CGT, la journée du 10 décembre aurait pu être amputée, grignotée ou laissée à l'interprétation des chefs de service.

Or, cette journée n'est pas un simple « événement festif » : c'est un droit social, une respiration dans l'année, un moment partagé en famille qui permet aux enfants des agents de vivre la DGFIP autrement que par les contraintes imposées à leurs parents.

👉 A la demande des représentants de la CGT au CDAS, nous avons obtenu **le maintien de l'autorisation d'absence sur toute la journée et non pas seulement sur la demi-journée du spectacle.**

La CGT Finances Publiques continuera à :

- Informer les agents sur leurs droits,
- Dénoncer les abus et illégalités,
- Porter des revendications collectives pour tous,
- Organiser la riposte syndicale si nécessaire.

Rejoignez-nous. Résister, c'est déjà reprendre la main.

Ne restez pas isolés,

SYNDIQUEZ-VOUS à la CGT !

cgt.ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr

Toutes les informations du syndicat sur notre site internet :

<http://www.financespubliques.cgt.fr/91/http://www.financespubliques.cgt.fr/>

